

Erezée / Le promoteur a déjà revendu certains biens

Le centre équestre enterré

L'ESSENTIEL

- Un privé promettait d'injecter 6,7 millions d'euros.
- Le projet, d'envergure internationale, ne se concrétisera pas.
- Une petite partie de l'infrastructure a été construite.

Enterré, pour de bon ! Le centre équestre et tennistique de Briscol (Erezée) n'ouvrira jamais ses portes. Marc Spiritus, son promoteur privé, a jeté le gant. En janvier 2009, entouré du gratin politique luxembourgeois et d'Idélux, il avait dévoilé un projet de 6,7 millions d'euros. Chacun y croyait ou faisait mine d'y croire. Depuis, seuls des boxes et une piste ont été aménagés. Loin, très loin, des investissements annoncés sur six hectares : une piste de jumping aux normes olympiques, un dortoir de 80 places, une brasserie, des terrains de tennis, une piscine couverte...

Le projet a déjà suscité des inquiétudes, l'été passé. Les tra-

voux n'avançaient guère... « Le dossier se concrétisera. Je n'ai pas acheté ces terrains à Idélux pour y faire pousser des champignons », avait répliqué Marc Spiritus, qui avait expliqué le retard suite à des problèmes de santé de son épouse. Le centre, qui devait avoir pour marraine l'ex-joueuse de tennis Martina Hingis, était porté par le couple Spiritus-Beaugnée, sous le couvert d'une fondation. L'intéressé, passionné de chevaux, avait assuré avoir la capacité financière nécessaire et promettait une inauguration en juin 2010. À la clé, 36 emplois.

Dès le départ, certains se sont étonnés de l'absence de plan d'affaires. L'exploitation du domaine restait, elle, assez floue. Marc Spi-

ritus, injoignable mardi, arrête donc les frais. Selon nos informations, plusieurs biens ont été mis en vente et ont déjà trouvé acquéreur. Il avait aussi acheté un peu moins de trois hectares à Idélux, dans le parc d'activités économiques de Briscol.

« Nous devons bien constater que ce projet appartient au passé. Nous le regrettons », indique Georges Cottin, conseiller général de l'intercommunale, laquelle a apporté son expertise. « Nous serons attentifs à ce qu'il y ait un autre projet économique sur ces terrains, en cas de vente à un tiers. » Si tel n'est pas le cas, une clause résolutoire permet à Idélux de récupérer les parcelles. ■

NICOLAS DRUEZ

IL L'A DIT

«

MICHEL JACQUET (MR), BOURGMESTRE D'EREZÉE

« Il faut le rappeler : ce projet était uniquement monté avec de l'argent privé. Je ne peux que remercier Marc Spiritus d'avoir investi. Confronté à des difficultés personnelles, il n'a plus été capable de poursuivre. Je comprends les raisons, même si je les regrette. Nous aurions pu avoir des retombées intéressantes. Je suis vraiment très à l'aise, car la commune n'a pas engagé un euro dans cette histoire. Il n'y a pas d'argent public. A-t-on été mené en bateau ? Je ne le pense pas. La question est plutôt de savoir si on n'en a pas fait un peu trop au départ... C'est vrai qu'on avait fait déplacer le gouverneur, la députation permanente, etc. C'était peut-être ça qui était de trop, lors de l'annonce officielle ! Il aurait sans doute été préférable de se montrer plus prudent. On ne savait évidemment pas ce qui se passerait après. Nous ne sommes en tout cas pas intéressés par la reprise de l'une ou l'autre infrastructure, au niveau de la commune. »

Marche

Piscine : alternative en septembre ?

La piscine de Marche-en-Famenne, touchée par une explosion le 12 février, ne rouvrira pas ses portes avant deux ans.

Le bourgmestre, André Bouchat (CDH), l'a annoncé lundi soir au conseil. Elle ne sera pas démolie (*Le Soir* du 25/2), mais la Ville ne peut aller plus vite que la procédure administrative. Le bâtiment était en travaux depuis dix mois, au moment de la déflagration.

Un auteur de projet doit déposer, pour juin, un dossier de rénovation. Ensuite, les autorités introduiront des demandes de subsides. Face à cette fermeture prolongée, le collège est à la recherche d'une alternative pour les clubs et les écoles. Des accords pourraient être trouvés avec des piscines de la région dès septembre, afin de ne pas priver les enfants plus longtemps de cours. Le personnel – dix-neuf employés avec les mi-temps – sera lui fixé sur son sort d'ici peu. Les salaires sont pris en charge jusqu'au 1^{er} mai par la commune.

« Après, une solution va se dégager. J'en ai discuté avec l'Onem », précise le bourgmestre. Tous les contrats ne seront peut-être pas reconduits. ■

NICOLAS DRUEZ

Luxembourg / Le poull ball, invention de François Poull, gagne du terrain dans les écoles et à l'Adeps

Quand le sport rime avec fair-play

Le poull ball, un nouveau sport, lancé en février 2009 dans une école de Virton. Un gag ? Non, en un an, il a déjà conquis des centaines de joueurs, principalement en milieu scolaire. Et il a désormais l'appui de plusieurs centres Adeps qui voient en cette activité originale l'esprit sportif pur, allié à la mixité et au respect de l'adversaire. Un sport qui a également conquis le premier jury du fair-play en Luxembourg.

Poull, c'est le nom de son jeune inventeur, François Poull, alors étudiant en éducation physique à la Haute Ecole Robert Schuman à Virton, aujourd'hui enseignant. Il avait envie de créer un nouveau sport capable de s'intégrer en milieu scolaire, accessible à toutes et tous, mais demandant néanmoins une certaine condition physique pour bien le pratiquer. Et surtout, aucune compétitivité, rien que du fair-play et le respect de l'adversaire.

Le matériel est assez sommaire : une grosse balle souple, deux plinths et deux gros cubes de mousses posés dessus. Les règles sont simples : deux équipes de 5 joueurs, mixtes ou non, qui doivent abattre les cubes avec le ballon, peu importe lequel. Mais il faut faire trois passes consécutives avant de pouvoir tirer. « Il s'agit donc d'un jeu d'équipe qui exige du démarquage pour faciliter les passes et une bonne condition physique, puisqu'il faut être en mouvement tout le temps », note François Poull qui a reçu le prix du fair-play, vendredi. Le but est de se faire plaisir en équipe. » Un sport qui ne demande qu'à se faire connaître encore plus. ■

JEAN-LUC BODEUX

Infos : www.poull-ball.be



TOUTS LES PARTICIPANTS le disent. Le poull ball, inventé par François Poull, est un sport sympa mais exigeant au niveau de la condition physique. © FRÉDÉRIC HUMBLÉ.

QUATRE PRIX

Le premier prix du fair-play Panathlon Luxembourg, souhaité par la Province et le député Philippe Greisch, salue, outre François Poull, l'Institut médico-pédagogique La Providence d'Etalle pour son projet d'équipe de foot en salle, Alexandre Florent, un jeune archer de Vielsalm qui a signalé à son adversaire qu'il se trompait de cible en finale provinciale, et l'équipe junior du Cyclo-club Cheviigny, dont deux coureurs n'ont pas sprinté pour la deuxième place du championnat des 3 provinces, laissant la place à l'animateur principal de la course.

Economie / Quatre Salons, des centaines de postes à pourvoir

Rendez-vous avec l'emploi

Cherche opérateurs sur ligne de production, monteurs pour chauffage central, cuisiniers et serveurs pour l'horeca, ouvriers en parcs et jardins, techniciens en construction de châssis... Cherche souvent... « désespérément ».

Il y a de l'emploi en Luxembourg ! Mais il y a aussi beaucoup de chômeurs. Y aurait-il une inadéquation entre le marché du travail et les candidats potentiels ?

C'est pour tenter de mettre tout le monde d'accord que la Division Economie de la Province a lancé voici trois ans des Salons de l'emploi à la sauce luxembourgeoise, embarquant dans l'aventure la Chambre de commerce, le Forem et le Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation.

« Malgré la crise, je rencontre encore nombre d'entreprises qui recrutent », assure René Collin (CDH), député provincial à l'Eco-

nomie. « Par ailleurs, même si le chiffre est moins important que celui de la moyenne wallonne, la demande d'emploi reste élevée. »

Lors de ce « Rendez-vous avec l'emploi », les partenaires proposent aux candidats un véritable « circuit court pour la remise au travail » selon l'expression consacrée par Bernadette Thény, directrice de la Chambre de commerce. En une journée, les candidats peuvent peaufiner leur CV, évaluer leur niveau de formation, séduire les recruteurs privés et public, visiter des entreprises qui engagent et – qui sait ? – décrocher « le » job.

En 2008 et 2009, l'opération avait porté ses fruits pour 160 demandeurs d'emploi. ■

ERIC BURGRAFF

« Rendez-vous avec l'emploi », le 12 mars à Libramont, le 23 mars à Marche, le 20 avril à Vielsalm et le 11 mai à Virton. 063-2121.636 ou www.province.luxembourg.be

CHIFFRES CLEFS

160

Pour les deux premiers Salons, Libramont et Marche, près de 160 offres d'emploi ont été signalées par les entreprises. Elles visent des électriciens, maçons, chauffeurs, jardiniers, cuisiniers, graphistes, chefs de projets...

13.885

Il y a actuellement 13.885 demandeurs d'emploi dans la province de Luxembourg. Le taux de chômage augmente ici alors qu'il recule en Wallonie. Le Forem estime qu'environ 1000 frontaliers ont perdu leur emploi au Grand-Duché en 2009. Depuis le début 2010, ils sont 220 de plus !

Messancy / Demande retirée pour le site Seveso

Dossier dans les règles, mais « mis à mort »

Le bourgmestre de Messancy, Roger Kirsch, a reçu le recommandé : la société logistique Galliker retire la demande de stockage pour un gros volume de produits chimiques à l'usine Catalyst Recovery. Il n'y aura pas de site Seveso (*Le Soir* du 25 février), perspective qui avait provoqué une levée de bouilliers immédiate. Luc Moret, responsable du site messancéen, a fait part de cette décision prise au plus haut niveau du groupe suisse. « Nous sommes une entreprise familiale et M. Galliker lui-même a été ému par toute la publicité négative autour de cette affaire. Nous préférons nous retirer, pour apaiser l'émoi dans la population ».

Il y a de l'amertume dans le chef des responsables économiques. « On peut comprendre les réactions épidermiques des citoyens. Les termes font peur. Mais nous avons vraiment fait ce dossier dans les règles. Nous comptons bien faire passer le message : il n'y avait pas de danger. Nous sommes des professionnels, dans des locaux aux normes, et nos clients sont des gens responsables ».

Pour Jean Firre, directeur gaumais de l'usine luxembourgeoise Catalyst Recovery, « le risque était très proche du néant. Nous avons une étude indépendante, d'AIB Vinçotte. Le dossier était très complet, garanti par toutes les procédu-

res, conformes à toutes les directives. Nous sommes transparents. Nous inscrivons ce stockage en un seul lieu dans une perspective de développement. En quelques jours, un an de travail avec nos partenaires et un gros investissement dans la réparation du dossier ont été mis à mort ».

Roger Kirsch s'avoue « soulagé sur un plan communal, mais désolé pour les acteurs économiques qui ont été exemplaires. Nous avons tous été dépassés par l'ampleur de l'émotion, de la colère voire du harcèlement, parfois menaçant, dont l'opinion a fait preuve ». ■

ALAIN DUCAT